

CONFLIT À L'ETUSA

Vers la fin de la crise ?

Les travailleurs de l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) ont poursuivi, durant ce week-end, leur grève, au moment où une véritable course contre la montre s'est engagée pour le «règlement de la crise». C'est ce qu'ont indiqué des sources syndicales sûres proches de la Centrale syndicale UGTA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Alors que la justice avait déclaré «illégal» leur mouvement de protestation, les travailleurs de l'Etusa ont poursuivi ce vendredi pour la sixième journée consécutive, leur mouvement de protestation pour réclamer «l'application de la convention collective relative à cette entreprise».

En effet, le chargé de l'inspection générale à l'Etusa, M. Zemmouri Aïssa, a fait savoir à l'APS que «la justice a déclaré illégal le mouvement de protestation», ajoutant que la direction générale de l'entreprise avait, dans ce contexte, organisé une réunion d'urgence qui a abouti à

«la nécessité d'inciter les travailleurs grévistes à rejoindre leurs postes conformément à la décision de justice, les sommant de le faire». Or, les travailleurs grévistes convaincus de la justesse de leur revendication campent sur leur position et réclament la mise en application du protocole d'accord signé en octobre dernier et de la convention collective de 1997, qui stipule notamment «qu'un salarié ne peut en aucun cas toucher moins du SNMG (18 000 DA), et la réintégration des travailleurs licenciés».

Ainsi, au sixième jour de grève, les stations de bus du 1^{er}-Mai, de Bab El-Oued et de la



La grève se poursuit pour la sixième journée.

place Audin étaient désertées par les bus de l'Etusa, mais remplacés par des bus de transport privés.

Cette situation a poussé d'ailleurs l'employeur à reconnaître que le taux de suivi du mouvement de grève a atteint les

80%, alors que le porte-parole des grévistes avance les 100%.

Pour sa part, le directeur général de l'Etusa, M. Yacine Krim, avait déclaré que son entreprise «était à pied d'œuvre pour l'application des clauses de la convention collective signée et adoptée en 1997», précisant que «certaines clauses seront appliquées à partir de novembre et d'autres le mois prochain».

Ces propos sont perçus comme étant des signes et autres gestes de bonne volonté à même de dénouer la crise qui secoue cette entreprise depuis une semaine. C'est dans cette optique qu'on indique de bonne source qu'un règlement de la crise est imminent.

En d'autres termes, il n'est pas exclu que les travailleurs reprennent le chemin du travail en ce début de semaine.

A. B.

**ILS ATTENDENT UNE RÉPONSE
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR****Les grossistes de Semar menacent
de poursuivre la protestation**

Les commerçants de gros en agroalimentaire de Semar continuent de dénoncer la décision portant interdiction d'accès aux camions de plus de 2,5 tonnes au marché. Ils attendent une réponse du ministère de l'Intérieur et menacent d'investir la rue à travers la tenue de sit-in. Comme première action de protestation, les commerçants du marché de gros de Semar, dont le nombre se situe entre 700 et 800, ont décidé de baisser rideau mercredi dernier. Ceci n'est visiblement que le début d'une série d'actions pour demander l'annulation de cette décision «abusive». L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a accordé un délai d'une semaine au ministre de l'Intérieur pour réagir contre la décision portant interdiction d'accès aux camions de plus de 2,5 tonnes au marché de gros en agroalimentaire, situé à Semar.

«Nous avons saisi le ministre de l'Intérieur dimanche dernier suite à la décision du wali délégué de Bir Mourad-Raïs (Alger) d'interdire l'accès aux camions au marché de Semar. Nous attendons une réponse pour demain», a indiqué Saleh Souleïh, porte-parole de l'UGCAA. dans le cas contraire, avertit-il, «les commerçants vont se réunir au cours de cette semaine pour décider des actions à entreprendre. Ils prévoient des sit-in au niveau du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales ou devant celui du Commerce».

L'UGCAA estime que cette décision est «irréfléchie» puisque, dit-elle, ses conséquences sur le consommateur seront «catastrophiques» en raison des augmentations des prix des produits de large consommation qui seront «inévitables». «Les spéculateurs vont profiter de cette situation pour vider le stock qui reste et le revendre à des prix très élevés aux détaillants», a souligné l'UGCAA qui relèvera aussi le risque d'une pénurie de produits de large consommation sur le marché. L'organisation souligne que les commerçants de Semar, dont la majorité sont des importateurs, approvisionnent les 48 wilayas.

S. A.

INTEMPÉRIES À TRAVERS LE PAYS**Un jeudi mortel**

Entre lâchers des eaux des barrages, des lacs et des oueds, et les dizaines de routes nationales inondées, la population a vécu l'enfer ce jeudi, suite aux intempéries qui ont frappé le pays, et ce, le temps d'une journée. Bilan : 6 morts et une cinquantaine de familles sinistrées.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le bilan des opérations de la Protection civile liées aux intempéries durant la journée du 15 novembre interpelle à l'interrogation.

Une journée de pluies et l'Algérie se retrouve, une fois de plus, une fois de trop, noyée dans la défaillance d'une gestion approximative !

A Tlemcen, dans la commune de Remchi, les éléments de la Protection civile ont repêché cinq personnes décédées à bord d'un véhicule léger, emporté par les eaux de oued Tafna, à hauteur de

la RN22, plus précisément au village Fatemi Larbi.

Les six victimes sont âgées de 13 à 63 ans. Dans la wilaya de Naâma, au niveau de la commune Mekmen Ben Amar, les services de la Protection civile ont également repêché le corps sans vie d'un jeune homme âgé de 30 ans, emporté par les eaux de l'oued El Yatima en crue sur la RN 22. A Sidi-Bel-Abbès, les hommes pompiers ont par contre réussi à sauver la vie à un citoyen de la commune de Bir El H'mam, cerné par les eaux du lac dit Sabkhat Choaïb.

Des familles recasées dans un établissement scolaire

Suite au débordement des deux barrages Bouhanifia et Berkouk, dans la wilaya de Mascara, les services de la Protection civile ont dû évacuer en urgence une cinquantaine de familles au niveau de la commune de Mohammadia, pour les placer à titre préventif dans un établissement scolaire.

Ce triste bilan, qui n'est pourtant que provisoire en attendant les autres opérations non encore communiquées, fait ressortir d'autres dégâts, à l'exemple d'une dizaine de routes nationales inondées et coupées à la circulation. Plus grave encore, au niveau de certaines routes, comme la RN 01 reliant la wilaya de Blida à Médéa, des chutes de pierres ont été constatées au niveau des deux tunnels de la région, ce qui a rendu la circulation très difficile, voire mortelle.

A voir l'état actuel des choses, les intempéries de janvier et février 2012 n'ont finalement pas servi de leçon aux pouvoirs publics, puisque c'est le même scénario qui se reproduit en ce mois de novembre, alors que l'hiver n'a pas encore fait officiellement son entrée.

Le constat a été fait d'ailleurs, il y a à peine deux semaines, lorsque une nuit de pluie a suffi à inonder Alger. La population craint que le pire soit à venir !

M. M.

AGROALIMENTAIRE**Les réseaux d'export, thème d'un forum ce lundi**

Le développement des réseaux d'export dans le secteur agroalimentaire constituera le thème d'un forum prévu lundi et mardi prochains.

Organisé sous l'égide du ministère du Commerce et du programme EnACT, ce forum traitera de la coopération dans le domaine de l'agroalimentaire, comme l'indique un communiqué du Centre du commerce international (CCI).

La rencontre offrira une plate-forme pour des discussions concrètes sur les défis liés à la promotion du commerce dans cette filière, notamment au plan régional.

A cette occasion, il s'agira d'intégrer et de développer le concept de réseaux d'export ou de pôles de compétence et des chaînes de valeurs dans un contexte d'accords commerciaux.

Le programme des travaux prévoit ainsi des thèmes portant sur l'émergence du secteur agroalimentaire en Algérie, les opportunités de partenariat avec la Turquie en tant que «hub» régional pour la promotion des exportations vers les pays d'Asie centrale.

Il est prévu également la tenue d'un atelier sur l'adaptation des produits et le marketing des produits agroalimentaires pour l'exportation vers le marché nord-américain.

Des consortiums d'exportations, l'option déjà lancée

Le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement avait lancé en début d'année, avec le concours de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), en dégageant une enveloppe de 400 millions de dollars, la création de consortiums d'exportations dans l'agroalimentaire.

Ces consortiums sont conçus comme des alliances volontaires d'entreprises dont l'objectif est de promouvoir les biens et services de l'ensemble de ses membres à l'étranger.

Ces groupements devraient permettre, à terme, de faciliter les opérations d'exportation, mutualiser la gestion des coûts, améliorer la compétitivité des industries agroalimentaires à l'international mais aussi de booster les exportations hors hydrocarbures et réduire la facture d'importation, notamment alimentaire.

Quid de la branche des industries agroalimentaires ?

Rappelons que la branche des industries agroalimentaires contribue à hauteur de 33% de la valeur ajoutée du secteur industriel, soit plus de 197 milliards de dinars, et à environ 45% dans le chiffre d'affaires, soit un montant de 700 milliards de dinars, selon les chiffres communiqués par le précédent ministre de l'Industrie. Plus de 22 000 entreprises activent dans ce créneau qui emploie plus de 145 000 personnes, soit 40% de la population active industrielle. Il a été relevé l'évolution de 13% des exportations de biens alimentaires entre 2010 et 2011.

Quelques chiffres sur le commerce extérieur

Les exportations hors hydrocarbures restent encore faibles, représentant encore moins de 3% du volume global des exportations, même si ces exportations ont réalisé une performance en 2011, atteignant 2,15 milliards de dollars avec une progression de 41%. Durant les neuf premiers mois de 2012, ces exportations ont enregistré une baisse de 3,69% par rapport à la même période de 2011, totalisant une valeur de

1,51 milliard de dollars. Quant aux produits alimentaires, les exportations ont reculé de 33,33% durant les neuf premiers mois de 2012, représentant en valeur 176 millions de dollars, au regard d'une facture alimentaire qui reste importante, évaluée à près de 10 milliards de dollars en 2011. Cela même si les neuf premiers mois de 2012 ont enregistré une baisse de l'ordre de 11% des importations des biens alimentaires, évaluées à 6,53 milliards de dollars. D'autant que les importations globales ont reculé de 5,34% durant les neuf premiers mois de 2012, s'établissant à 34,08 milliards de dollars.

Quid du programme EnAct ?

Le programme EnACT est un programme de renforcement des capacités commerciales des pays arabes membres (Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie). Il est financé par l'agence de développement canadienne qui a chargé le Centre du commerce international à Genève de la mise en œuvre des actions dans tous les pays récipiendaires.

En Algérie, le programme EnAct est géré et dévolu au ministère du Commerce.

Chérif Bennaceur